

# Venezuela, les gangsters repartent à l'assaut de la démocratie

[Source : Investig'Action]

Auteur :ALEX ANFRUNS



Le Venezuela est aujourd'hui en grand danger de guerre, de chaos et de destruction avec le rôle actif des USA et de la Colombie. Ces pays ont des intérêts économiques et utilisent un secteur de l'opposition pour faire croire qu'un « gouvernement parallèle » existe. En effet, le plus gros pari d'un certain secteur de l'opposition vénézuélienne a toujours été le putschisme.

Souvenons-nous en. Après un résultat majoritaire aux élections législatives de décembre 2015, la droite vénézuélienne avait défendu une « Loi d'amnistie et de réconciliation nationale ». Il ne s'agissait pas de libérer des « prisonniers politiques », mais les principaux responsables de l'opération putschiste intitulée « La Salida » en 2014.

Cette opposition s'était ensuite présentée à la table du dialogue sans que cela n'ait jamais été son intention. Cela provoqua l'incompréhension des médiateurs internationaux tels que l'ex-président espagnol Rodriguez Zapatero. Déjà en 2017, après sa tentative ratée de provoquer un coup d'État au moyen d'actions violentes dans la rue, l'opposition avait annoncé ce plan de « gouvernement parallèle ». Illusion fatale.

Trump veut détruire l'ALBA, un système dans lequel la coopération basée sur les besoins humains prend le pas sur la loi du marché sauvage. Le Venezuela, Cuba et le Nicaragua sont des obstacles dans le « destin manifeste ». A-t-il oublié la leçon historique que Fidel et Sandino ont donné aux troupes US, lors des tentatives ratées d'invasion ? Après avoir rencontré l'administration Trump, le président colombien a insisté sur le fait qu'il travaille activement à « libérer le peuple vénézuélien » et que « l'encerclement diplomatique » entraînera un « effet domino ». A-t-il oublié que des millions de Vénézuéliens ont retrouvé la dignité depuis l'instauration de la Ve République après un référendum en faveur de l'Assemblée Constituante ? Comme lors de la tentative de coup d'État contre Chávez en 2002, la droite espagnole est en première ligne pour mettre fin à la démocratie en préparant le terrain pour la guerre infâme des États-Unis. C'était le sens de la visite ratée et de la rencontre prévue entre sa délégation et Guaidó.

Le président d'une grande chaîne de télévision française a un jour admis que son travail consistait à « vendre du temps de cerveau disponible » entre deux blocs de publicité d'une marque connue de boissons. Ces mêmes médias ne vous diront pas qu'il y a eu depuis un mois plusieurs grandes marches en faveur de

la Révolution Bolivarienne.

Ce n'est pas seulement une guerre médiatique, mais aussi culturelle. Là encore, l'histoire nous aide à comprendre le présent. Pendant la Guerre froide, des fonds du Plan Marshall étaient destinés à la propagande « culturelle » en Europe occidentale, dans le but d'effacer la mémoire des Résistants dans leurs pays respectifs. Les États-Unis sont passés maîtres dans ce domaine, et ils n'ont jamais négligé l'impact de l'art et de la culture dans la justification de leurs interventions militaires.

Ainsi, le 22 février, l'administration Trump a parié sur l'organisation d'un grand concert, mobilisant des musiciens célèbres ainsi que des personnalités politiques pour la cause d'une soi-disant « aide humanitaire » qu'elle voudrait destiner au Venezuela contre son gré. Certains pourraient se dire qu'un concert, c'est une bonne chose en fin de compte... Le député chilien Alejandro Navarro a résumé l'affaire en deux lignes : « Il est ironique et humiliant que l'aide humanitaire présumée soit acheminée par Cúcuta, l'une des villes les plus pauvres (+ de 40 % de pauvreté) de Colombie et où la précarité du travail dépasse 70 %. C'est un show médiatique sans limites du président Sebastian Piñera ». Et de rappeler que le gouvernement vénézuélien a répondu à ce « show » en envoyant 20 .000 cartons contenant un panier d'aliments de base aux familles colombiennes de ce côté de la frontière ! Cela ne risque pas de faire la une des médias...

Le Venezuela a les plus grands réserves mondiales de pétrole. Ceci explique cela. L'ancien directeur du FBI Andrew McCabe, a reproduit dans son livre, "In the threat", le contenu d'une réunion du Bureau ovale en 2017 : « Puis le président a parlé du Venezuela. C'est avec ce pays que nous devrions entrer en guerre, a-t-il dit. Ils ont tout ce pétrole et ils ne sont pas plus loin que dans notre arrière-cour. »